

14de ZITTING. — 13 DECEMBER.

*Mededeeling van ingekomen stukken; Verslagen uitgebragt door de Commissie voor de verzoekschriften.*14^{de} ZITTING.

ZITTING VAN MAANDAG 13 DECEMBER 1819. (1)

(GEOPEND TEN 11½ URE.)

Ingekomen: 1°. Nadere redactie van de begrooiingswetten; 2°. verzoekschrift; — Verslagen uitgebragt op adressen.

Voorzitter, de heer **van Markel Bouwer**.

Tegenwoordig, met den Voorzitter, 79 leden, te weten, de heeren:

Camper, van Heyden Reynestein, de le Vielleuze, Lycklama à Nyeholt, Angillis, Liefmans, Cuypers, Pestere van Cattenbroek, Meeus, Gendebien, de Snellinck, Maréchal, Duvelaer van de Spiegel, Cornet de Grez, Serruys, Metelerkamp, Goelens, Hennequin, Tack, Mesmaekers, Faber, van der Kemp, van Sytzama, Geelhand della Faille, van Randwijck van Rossem, Geradon, Rosier, de le Motte d'Envoz, du Bus, van Toulon, Ingenhousz, Reyphins, Collard, Pijcke, de Langhe, van Lijnden van Hoevelaken, de Moor, van den Hove, van Tuyl van Serooskerken van Heeze en Leende, Tinant, Trentesaux, Bijleveld, de Troije, A. G. Verheijen, van Eysinga, de Jonge, Groeninx van Zoelen van Ridderkerk, Jarges, van Bommel, van Aefferden, de Moreau de Bioul, Surmont de Volsberghe, A. J. J. H. Verheijen, van Lochteren Stakebrand, Estrix, van de Poll, Carbasius Bzn., de Stockhem, della Faille d'Huyse, de la Motte Baraffe de Lesdain, van Utenhove van Heemstede, Huytens Kerremans, de Hemricourt de Ramioul, van Wassenaer Pancras, Fabry Longrée, Duchastel, van Heerdt tot Eversberg, Clifford, Huysen van Kattendyke, Dumont, Sandberg van Essenburg, Dedel, van Kessel, van de Male de Nijs, de Serret, van Heeckeren tot Kell, Collot d'Escury van Heinenoord, Dotrengue en van Hees.

De notulen van het verhandelde in de vorige zitting worden gelezen en goedgekeurd.

(1) Dit verslag is zamengesteld naar: 1°. de *Officiële Notulen* van het verhandelde in deze zitting; 2°. *Nederlandsche Staats-Courant* n°. 294; 3°. *Rotterdamsche Courant* n°. 149; 4°. *Journal Général des Pays-Bas* n°. 294.

HANDELINGEN DER STATEN-GENERAAL. 1819—1820.

De **Voorzitter** berigt, dat nog is ingekomen eene Koninklijke boodschap van den 13den dezer, daarbij toezendende eene nadere redactie van twee wetten, betreffende de begrooiing der Staatsbehoefden, op den 28sten October jl. voorgedragen geweest zijnde.

Van den inhoud der Koninklijke boodschap en der ontwerpen van wet wordt aan de Kamer mededeeling gedaan. (1)

De **Voorzitter** geeft daarna te kennen, dat, daar alle deze stukken gedrukt zijn, zij dadelijk aan de leden rondgedeeld zullen worden, tevens voorstellende om gemelde ontwerpen van wet te verzenden naar de Afdeelingen van October.

Dienovereenkomstig wordt besloten.

De **Voorzitter** deelt nog mede, dat de antwoorden der Regering op de bedenkingen, betrekkelijk de financiële wetten, door de Afdeelingen gemaakt, den volgenden dag aan de Kamer zullen worden medegedeeld; als wanneer deze antwoorden, bij afschrift, aan de Voorzitters der Afdeelingen zullen worden ter hand gesteld, ten einde die aan de Afdeelingen mede te deelen.

Dit berigt wordt voor kennisgeving aangenomen.

De **Voorzitter** geeft verder kennis, dat is ingekomen een adres van den notaris van der Linden, te Ixelles, strekkende om te doen bepalen, dat de notarissen in de geheele uitgestrektheid der provincie, waarin zij wonen, hunne werkzaamheden als zoodanig zullen mogen uitoefenen.

Dit adres zal worden verzonden naar de Commissie voor de verzoekschriften.

De Commissie voor de verzoekschriften brengt de navolgende verslagen uit:

De heer **Rostler**, lid der Commissie: (2)

I. Votre Commission des pétitions a l'honneur de vous faire rapport par mon organe de la requête, que monsieur *Guillaume Louis comte de Wassenaer Starrenburg*, demeurant à la Haye, a présenté à Vos Nobles Puissances, le 3 Novembre 1819, côté n°. 9, tendant à ce qu'il vous plaise, le plus tôt qu'il vous sera possible, de réexaminer le contenu d'une autre requête qu'il vous a adressée en 1818, d'en faire l'objet de vos délibérations et de lui accorder la provision qu'il y sollicite.

Il expose que par cette première requête il demandait: « que pour le maintien de la Loi fondamentale et du bon droit des habitants de ce Royaume, des mesures fussent ordonnées afin d'assurer par la voie ordinaire de la justice à chacun, et conséquemment au pétitionnaire, la paisible jouissance et possession de ses propriétés, et afin que dans tous les cas l'examen des causes fût soumis à un juge impartial, d'après les principes du droit et suivant les formes d'une procédure régulière. »

Il dit, que cette première requête a fait la matière d'un rapport de votre Commission des pétitions, en date du 15 Octobre 1818, n°. 20, dont le résultat, adopté par l'Assemblée de Vos Nobles Puissances, fût: de déclarer que, jusqu'à présent il n'existe pas de motif pour que cette Assemblée intervienne spécialement dans cette affaire; mais que, trouvant l'objet de la réclamation trop important pour ne pas être pris en considération sous toutes ses faces, la Commission était d'avis de déposer la requête au greffe afin que chacun des membres puisse en avoir connaissance.

Le pétitionnaire ajoute qu'il s'était flatté, que sa demande serait devenue l'objet d'une délibération ultérieure; ce qui n'ayant pas eu lieu, il croyait devoir recommander de nouveau sa demande à Vos Nobles Puissances, et il saisit cette occasion pour soumettre à l'Assemblée quelques nouvelles observations.

L'examen du rapport susmentionné du 15 Octobre 1818 apprend,

(1) Zie de Koninklijke boodschap en de wetsontwerpen in de *Bijlagen* onder n°. VI, bl. 256-258 en 282-283, en in de op bl. 256 opgegeven bescheiden.

(2) In n°. 298 der *Nederlandsche Staats-Courant* is de hoofdzakelijke inhoud der verslagen medegedeeld; in n°. 447 en 449 van *Journal Général des Pays-Bas* komen zij in hun geheel voor. De hierboven opgegeven tekst is van de oorspronkelijke bescheiden overgenomen.

que la requête qui en fait l'objet, ayant été imprimée et distribuée à tous les membres de l'Assemblée, la Commission des pétitions s'était bornée dans son rapport à indiquer les faits allégués par le pétitionnaire à l'effet de prouver le déni de justice dont il se plaint, et pour la cessation duquel il a conclu dans les termes ci-devant transcrits.

D'après l'épopée au dit rapport, le pétitionnaire fait consister ces faits en : ce qu'il a été renvoyé par la Haute-Cour des Finances et des Prises, qui a refusé de lui donner des lettres scellées en forme ordinaire et usitée, pour faire valoir son droit de propriété à des droits seigneuriaux, acquis à titre onéreux ; qu'il n'a pas été admis par le Tribunal de première instance, séant à Rotterdam, à y instituer une action possessoire pour le même objet ; et que l'appel qu'il a interjeté de ce jugement devant la Cour d'appel, séant à la Haye, a été rejeté.

De tout quoi le pétitionnaire avait conclu, qu'il ne lui restait aucun moyen de faire valoir son droit en justice ; puisque la Haute Cour, qui devait en connaître aux termes de la Loi fondamentale, n'existe pas encore.

La deuxième requête, objet du présent rapport, ayant été aussi imprimée et distribuée à Vos Nobles Puissances il suffira d'indiquer plus particulièrement à votre attention les nouveaux moyens, ou plutôt les explications développées par le pétitionnaire, à l'appui de sa demande. Les voici :

1°. il dit, qu'il n'a pas voulu simplement faire valoir son titre de propriété à des droits seigneuriaux achetés, ou acquis ; mais qu'il a surtout désiré faire décider : si ces droits peuvent lui être enlevés sans qu'il ait reçu l'indemnité suffisante et préalable, et particulièrement (ce sont les termes de la requête), s'il peut en être privé par celui, qui a vendu et cédé lui-même ces droits, moyennant un prix d'achat destiné à éteindre les dettes du vendeur ?

2°. il ajoute, qu'il n'a point fondé la force de ses arguments sur ce que, à défaut d'une Haute Cour, il n'existerait point de Tribunal devant lequel il pût faire valoir ses droits, puisqu'il savait que la Haute Cour des Finances et de la Marine devait en tenir lieu, et qu'en effet il s'y était adressé. Mais il se plaint de ce que cette Cour, sans positivement refuser la provision de justice demandée, avait néanmoins déclaré qu'elle y trouvait difficulté, et ce, contradictoirement à la pratique et à l'instruction suivies en cette Cour. Il soutient que cette provision aurait dû être accordée aux risques et péril du demandeur. Ainsi, dit-il, on lui avait fermé les portes de la justice et infligé un grief notable ; il est en droit de s'en plaindre devant l'autorité compétente, sans avoir le moyen d'obtenir la révision de l'arrêt.

Il ajoute encore, qu'il n'a pas conçu comment, en suite du refus de la provision demandée, ou plutôt de la difficulté opposée à cette demande, il aurait pu encore entreprendre quelque chose devant la même Cour, pour y faire valoir de fait et en principal son action contre l'Etat ; qu'ainsi il avait été placé dans l'impossibilité de poursuivre son action principale.

Au surplus, il rend compte du sort qu'ont eu les actions qu'il a intentées devant le Tribunal de première instance à Rotterdam et devant le Tribunal d'appel à la Haye, où il a été successivement débouté des demandes qu'il y a formées sur des motifs contradictoires, au moins différents, qu'il rapporte dans son exposé.

L'ensemble de tous ces moyens a paru à votre Commission n'offrir autre chose qu'une plainte contre des décisions judiciaires qui sont absolument étrangères au pouvoir législatif, qui n'est pas institué pour les censurer ou les faire exécuter. Il lui a paru que le premier état de la question, qui a été examinée dans le rapport du 15 Octobre 1818, n'a pas changé, soit dans son principe, soit dans sa fin ; qu'ainsi les motifs qui ont amené la conclusion consignée en ce rapport, ne sont en rien éternels, et militent encore aujourd'hui.

C'est pourquoi votre Commission actuelle des pétitions est d'avis unanimement : qu'il n'y a aucune raison pour réclamer l'intervention de Vos Nobles Puissances, mais propose néanmoins le renvoi de cette requête au greffe.

II. Vous avez renvoyé à votre Commission des pétitions la requête des sieurs *Egide Neef* et *M. B. van den Bogaert*, exhibée le 10 Novembre 1819, et cotée au greffe n°. 7.

La Commission, par mon organe, a l'honneur de vous faire rapport que, par cette requête, les pétitionnaires rappellent à l'attention de Vos Nobles Puissances une autre requête qu'ils ont eu l'honneur de vous adresser le 30 Novembre 1818, laquelle, disent-ils, n'a formé l'objet d'aucun examen.

Ils réclamaient, par cette première requête, disent les pétitionnaires, contre la loi du 5 Janvier 1819, qui contient des dispositions

provisoires relatives à l'importation de la potasse, perlasse, soude et védasce, loi dont les rigueurs pèsent, ainsi qu'ils s'expriment, sur les pétitionnaires, à côté d'événements malheureux, d'une manière toute particulière.

Ils produisent cette première requête, en suppliant Vos Nobles Puissances de daigner la prendre en très grande considération.

Votre Commission actuelle a pris connaissance du rapport, que votre précédente Commission des pétitions a fait le 10 Mai 1819, n°. 24, de cette première requête des sieurs *Neef* et *van den Bogaert*, et elle a vu que, par ce rapport, après un exposé exact des faits et moyens allégués par les pétitionnaires, et après avoir transcrit leurs conclusions, il a été proposé à Vos Nobles Puissances d'ordonner le dépôt de cette requête au greffe, afin que les membres de cette Chambre puissent l'inspecter et la prendre en considération.

Vous avez adopté, Nobles et Puissants Seigneurs, cette proposition, et en avez ordonné le dépôt au greffe.

A présent, que c'est la même question que les pétitionnaires représentent à Vos Nobles Puissances, il semble être inutile de rappeler ici les faits et moyens employés en cette requête, parfaitement analysés dans le rapport qui vous en a été présenté.

Il doit suffire, Nobles et Puissants Seigneurs, de vous faire remarquer que la question est restée identiquement la même, et qu'il est inexact de dire que jusqu'ici elle n'a fait l'objet d'aucun examen, puisque le dépôt au greffe de la requête à l'inspection des membres en a été ordonné.

C'est pourquoi votre Commission actuelle des pétitions a l'honneur de proposer à Vos Nobles Puissances, en vous référant à votre première décision, d'ordonner le dépôt au greffe de la seconde requête pour être jointe à la première, et y devenir l'objet de l'examen des membres de la Chambre.

III. Vous avez renvoyé à l'examen de votre Commission des pétitions, la requête que le sieur *Aurau*, greffier du Tribunal de première instance à Audenarde, a eu l'honneur de vous adresser le 31 Novembre 1819.

Le pétitionnaire dépose que, depuis la mise en activité en Belgique de la loi du 20 Septembre 1792, relative à l'état civil des citoyens, la tenue des registres a été, ou entièrement négligée dans plusieurs communes, ou faite d'une manière si négligée, si défectueuse, qu'il est impossible d'en délivrer des extraits en forme probatoire.

Que de là est née une foule de requêtes en rectification d'actes de l'état civil, et en homologation d'actes de notoriété pour y suppléer ; que les Tribunaux en sont accablés tous les jours (ce sont les termes de la pétition), et que les instances, avant d'avoir passé les mains de toutes les parties prenantes pour parvenir à un jugement, ne coûtent pas moins de 50 à 60 francs à chacun des réclamants.

Il fait l'observation, que les jugements homologatifs d'actes de notoriété, tout dispendieux qu'ils sont, ne donnent pas d'état aux réclamants, mais ne leur servent que d'actes de naissance pour être admis à contracter mariage.

En reconnaissant, que les indigents sont en cette matière exempts de la formalité du timbre, du droit d'enregistrement et du droit de greffe, le pétitionnaire fait remarquer qu'il faut beaucoup de démarches et de sollicitations pour obtenir la régularisation de ces actes ; que le particulier peu aisé, ne possédât-il qu'une verge de terre, ou ne payât-il qu'un franc de contribution, ne peut jouir de cet avantage, d'où il semble conclure que l'exemption, dont s'agit, ne vient pas suffisamment au secours, ni du véritable indigent, ni de celui qui se trouve dans la classe immédiatement au-dessus. Il ajoute, que les tristes effets des négligences, omissions et erreurs qu'il a signalées, se reproduisent de jour en jour sous un aspect plus sensible, et iront en augmentant au fur et à mesure que les jeunes gens, nés dans ces époques d'insouciance, auront besoin d'actes de leur naissance ou de celle de leur père et mère ou ascendants ; de sorte (dit le pétitionnaire), que le moment approche où les Tribunaux n'auront plus à s'occuper que des instances en rectification.

Après avoir dit, que les jugements de rectification s'inscrivent dans les registres courants, il offre un exemple de la difficulté qu'offre la recherche des jugements de rectification et des actes de naissance, inscrits dans les registres à des époques reculées de vingt ans et plus de la date où la naissance ou le décès ont eu lieu. Il dit en outre, qu'il ne pense pas que le législateur ait jamais eu l'intention d'autoriser les Tribunaux à rectifier, par forme de jugement des actes dont l'inscription avait été absolument omise dans les registres ; et, à l'appui de son opinion, il invoque l'art. 101 du Code Civil, en observant qu'il n'existe qu'une simple décision, ou instruction ministérielle, qui a donné cette extension

aux artt. 99, 100 et 101 du Code Civil, et qui a autorisé les Tribunaux de prononcer des jugements de rectification pour des actes non-inscrits.

Il présente ensuite à la méditation de Vos Nobles Puissances quelques mesures propres, selon lui, à faire cesser les abus qu'il dénonce. Elles sont au nombre de neuf, savoir :

1°. registres ouverts en double dans les communes pour y inscrire indistinctement les actes de naissance et décès, qui ne se trouvent pas inscrits dans les registres existants ;

2°. cette inscription faite en présence de quatre témoins (de préférence parents ou voisins), pour constater l'identité de l'individu né ou mort ; l'officier de l'état civil, ajoute le pétitionnaire, se ferait remettre, s'il existe, l'extrait du registre que pourrait avoir tenu le curé ou vicaire de la commune ;

3°. l'officier de l'état civil tenu à aucune recherche, à moins que partie intéressée ne le requiert, auquel cas, dit encore le pétitionnaire, il serait accordé à l'officier de l'état civil pour indemnité une somme de pour la recherche pour l'inscription de l'acte si elle venait à être demandée ;

4°. ce registre, après qu'il aurait été clos et arrêté par l'officier de l'état civil, resterait ouvert pendant deux ans ;

5°. à la fin de ces doubles de registres, deux tables alphabétiques, distinctes et séparées l'une pour les naissances et la date des actes ou des registres, l'autre pour les décès et la date des actes ou des registres ;

6°. l'un de ces doubles déposé aux archives de la commune, et l'autre au greffe du Tribunal dont la commune ressort ;

7°. les registres de naissance ou de décès, postérieurs au 1^{er} Janvier 1814, et dont l'inscription aurait été négligée, pourraient être constatées dans les registres courants ;

8°. dans l'un et l'autre cas, remise des amendes encourues pour déclaration tardive ;

9°. dans aucun cas ces déclarations ne pourraient être opposées aux parties intéressées, qui ne les auraient point requises, ou qui n'auraient pas été appelées.

Votre Commission des pétitions ignore si les omissions, erreurs et abus dans la tenue des registres de l'état civil sont aussi nombreux que le craint le pétitionnaire, car il y a des provinces où la tenue de ces registres a été faite d'une manière exacte et régulière ; et si les dispositions pénales qui existent contre les contraventions en cette matière d'ordre public ont été appliquées, elles ont dû rendre aux registres dans les localités, où l'oubli des lois et de l'intérêt privé des citoyens auraient présenté cette sorte d'abus, la régularité que la nature des choses peut comporter. Elle ne se permettra pas d'émettre son opinion sur l'efficacité, ni

sur l'utilité des mesures que le pétitionnaire soumet à la méditation de Vos Nobles Puissances ; elle se bornera à reconnaître l'importance de l'objet qu'il s'est proposé dans sa requête, et de rendre justice aux vœux patriotiques qui les ont dictées.

Mais comme en ce moment, des projets de loi, pour améliorer la législation, sont soumis à vos délibérations ; et que l'état civil des citoyens est un objet qui mérite la sollicitude particulière du législateur, votre Commission des pétitions vous propose de déposer la pétition du sieur Aurau au greffe à l'examen des membres de l'Assemblée.

IV. Le sieur *Jos. du Toit* de Steurenambacht a l'honneur de présenter à Vos Nobles Puissances une deuxième pétition en demande de réintégration dans une dime seigneuriale et séculière, ou d'indemnité pour la perte d'icelle.

Il expose, qu'il a vu avec le plus sensible regret que ses sollicitations, ses prières, les plus urgentes, et ses représentations successives et réitérées, tant à Sa Majesté qu'à vous mêmes, Nobles et Puissants Seigneurs, notamment dans la session de 1818 à Bruxelles, ont été sans succès ; et que le résultat d'une demande, qui lui semblait si juste, a été une apostille par laquelle on lui signifiait que sa demande ne pouvait lui être accordée.

L'exposant allègue de nouveau en sa faveur une lettre du Ministre des Finances du Ramel, en date du 27 Janvier 1797, qu'il a déjà citée dans la pétition, qu'il vous a adressée l'année dernière, et cite l'art. 164 de la Loi fondamentale qui garantit à chaque habitant la paisible possession et jouissance de ses propriétés. Il se répand ensuite en longues plaintes sur les pertes que les événements, qui se sont succédés depuis vingt-cinq ans, lui ont fait essuyer, pertes qui ont, dit-il, considérablement diminué sa fortune. Enfin, il se répand en protestations de fidélité et d'amour pour son Roi et sa patrie, et il essaye de porter Vos Nobles Puissances à lui accorder, ou sa réhabilitation dans son ancienne propriété, ou une indemnité en faveur de ses pertes, plus encore par des sentiments de compassion que par des motifs de droit.

Sans juger si l'art. 164 de la Loi fondamentale est applicable dans l'espèce, votre Commission a remarqué que l'exposant, n'alléguait aucun motif dans la présente pétition, qu'il n'eût déjà allégué dans celle qu'il vous a présentée en 1818. En conséquence elle a l'honneur de vous proposer de vous référer à ce que vous avez arrêté dans la séance du 21 Janvier 1819, et de renvoyer la présente pétition au greffe.

De Vergadering vereenigt zich achtereenvolgens met de bij deze verslagen voorgestelde conclusien.

De volgende zitting wordt bepaald op Woensdag, den 15den December, en de tegenwoordige opgeheven.